

Entretien Francis-André Wollman

Le scientifique et le politique

La place des scientifiques en politique a toujours été problématique. Les controverses entre chercheurs prouvent que l'activité scientifique est faite de débats alors que les politiques lui demandent des vérités. S'engager pour plus de moyens pour la recherche, c'est ainsi espérer rendre possible une mutation des politiques plus soucieux du savoir-penser.

Cosmopolitiques: Ayant été un membre actif du mouvement « Sauvons La Recherche », pourriez-vous rappeler brièvement les principales caractéristiques de ce soulèvement des chercheurs contre les carences de la politique publique ?

Francis-André Wollman: Je dirai que la révolte est partie de l'écart stupéfiant entre les déclarations des plus hautes autorités de l'État, affirmant que le développement de la recherche était au cœur de leurs préoccupations, et la réalité qui témoignait d'un désengagement complet de l'État dans ce secteur: effondrement des crédits de recherche, suppression de postes de chercheurs. L'arme principale de ce mouvement a été l'internet. Pour la première fois, à l'initiative du mouvement « Sauvons la Recherche » qui avait été créé par une trentaine de scientifiques en décembre 2003, la mise en réseau de l'ensemble de la communauté scientifique en quelques semaines a permis de donner une dimension sans précédent à nos initiatives. Entre décembre 2003 et mars 2004, l'immense majorité des responsables des laboratoires de recherche français a fait savoir au gouvernement que, faute d'un changement de politique scientifique pour le pays, nous démissionnerions de nos fonctions de direction. Le gouvernement, incrédule, n'a pas bougé.



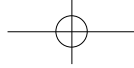
Nous avons alors démissionné collectivement, à l'occasion d'une rencontre nationale mémorable à Paris, regroupant plus de mille responsables de laboratoires, qui avaient été mobilisés par internet. L'échec cuisant des partis du gouvernement aux élections régionales quelques semaines plus tard, a convaincu le gouvernement de la nécessité de sortir de cette crise. Le nouveau ministre de l'Éducation nationale et de la Recherche nommé à l'issue de ces élections, François Fillon, a alors accepté l'ensemble de nos revendications (rétablissement des crédits et des postes) dans un contexte où nous annoncions nous-même la mise en chantier d'une réflexion générale pour améliorer notre dispositif de recherche. Là encore, internet a joué un rôle considérable en assurant une circulation rapide des travaux conduits par les chercheurs dans les différentes régions et villes de France. Des milliers de collègues, de toutes disciplines, de tous statuts (chercheurs, enseignants, techniciens, ingénieurs, doctorants) ont participé à des centaines de réunions sur tout le territoire, conduisant à la tenue d'États Généraux de la Recherche à Grenoble en octobre 2004. Le document publié à l'issue de ces États Généraux¹ donne une vision panoramique des principales difficultés auxquelles le dispositif de recherche était confronté et des mesures à prendre pour développer la recherche dans de meilleures conditions. Tous les partis politiques, y compris certains députés très minoritaires de l'UMP, ont tenté de soutenir nos initiatives. À l'arrivée, comme c'est la règle générale dans un combat politique, le gouvernement a bien sûr réussi à faire passer nombre de mesures qui nous paraissent nocives pour la recherche publique mais dans le même temps, nous avons stoppé le désengagement financier de l'État et arraché des mesures en faveur des doctorants, des possibilités pour les universités de retrouver une certaine dynamique de développement. Surtout nous avons réussi à ce que la recherche soit durablement au centre du débat politique alors que la gauche comme la droite n'en faisait plus un enjeu dans les années précédentes.

Cosmopolitiques: Mais en fin de compte, vos revendications ne sont-elles pas restées très corporatistes ?

Francis-André Wollman : Non, pas du tout, ce qui a fait la force de notre mouvement, c'est qu'il a largement dépassé les seuls chercheurs, puisque nous avons rassemblé plus de 300 000 signatures de soutien de citoyens de ce pays. Nos revendications n'étaient justement pas corporatistes. Poser la question de l'effort de

¹ *Les États Généraux de la Recherche*, ouvrage collectif assemblé par Denis Peschanski, Éditions Taillandier

recherche que notre pays devrait consentir, c'est poser la question du statut de la connaissance dans notre société, ce qui, intrinsèquement, ne peut être une question catégorielle. Notre mouvement a permis à chaque citoyen de se sentir concerné par cette alternative pour le pays: un abandon de notre capacité à produire des connaissances nouvelles ou le choix de rester présent et actif dans le petit groupe de pays qui conservent et développent une recherche fondamentale, celle qui fait reculer les frontières de l'inconnu. La science, l'éducation, la culture, la santé, sont quatre domaines qui relèvent du politique par excellence, du destin collectif. Ces domaines ne peuvent être entièrement abandonnés au secteur « marchandisé » même si je conçois parfaitement que le monde des entreprises ait apporté une contribution significative à leur développement. Bien sûr ces domaines ne peuvent à eux seuls incarner un projet de société, mais aucun projet politique ne peut s'en affranchir. Je pense qu'on le perçoit encore plus immédiatement lorsqu'il s'agit de revendications relatives à la culture. Est-ce que le mouvement des intermittents du spectacle était corporatiste? On a bien senti qu'au delà des conditions de salariat des jeunes qui contribuent à la vie artistique et au déroulement des nombreux festivals du pays, il s'agissait du maintien ou non du foisonnement d'initiatives locales dans le domaine culturel qui est une marque du dynamisme de l'activité artistique en France. Ces mouvements récents participent de la même inquiétude, d'une même question. Quelle doit être la place de la France, et plus largement de l'Europe, dans le monde? A-t-on encore l'ambition de s'inscrire dans la continuité des Lumières: être acteurs dans les processus de création, ou devons-nous nous résigner à n'être que de simples consommateurs de produits scientifiques et culturels conçus ailleurs? Il ne s'agit pas ici de pure rhétorique mais bien d'un choix entre deux voies parfaitement viables économiquement. C'est le parcours que le Japon a suivi pendant un demi-siècle après la deuxième guerre mondiale. Il a garanti son développement économique en se concentrant sur l'innovation technique à partir de connaissances produites ailleurs dans le monde. Pourtant, il faut noter que cette approche, dont on perçoit bien qu'elle relevait d'un compromis avec les vainqueurs après l'effondrement du rêve impérial nippon, vient tout de même d'arriver à son terme. Ce pays est en train de reprendre sa place parmi les producteurs de connaissance. Je ne crois pas que l'Europe puisse durablement abandonner cette capacité d'être aux frontières des connaissances de l'humanité.



Cosmopolitiques : C'est intéressant votre parallèle entre le mouvement des intermittents du spectacle et celui des chercheurs. Est-ce qu'ils n'ont pas un autre point commun, celui de la passion pour leur travail, qui parfois les coupe un peu des réalités sociales ?

Francis-André Wollman : Vous pensez que les chercheurs comme les artistes sont polarisés sur leur activité et de ce fait sont isolés, coupés des réalités ? Mais au contraire, l'universalité de leur centre d'intérêt leur confère une réelle ouverture sur le monde ! La passion pour leur travail que vous évoquez exige une concentration, très particulière, qui s'accommode mal des rythmes horaires quotidiens stricts. Leur liberté est la condition de leur productivité. La société a besoin de ces gens là, il faut qu'elle leur donne les moyens de vivre dignement, sans avoir à fournir des preuves de « rentabilité ». Ils doivent par contre pouvoir être évalués à l'aune de leur capacité créatrice, ce qui demande beaucoup de compétence et de modestie de la part de ceux qui ont à fournir cette évaluation. Et si je compare ces artistes ou ces chercheurs à ceux dont l'activité est essentiellement marchande, je crois que leur sensibilité et leur conscience de la diversité du monde est plutôt plus développée !

Cosmopolitiques : Vous parlez du rayonnement culturel et scientifique de la France, et pourtant vous vous intéressez aussi beaucoup à l'Europe, puisque vous avez créé depuis 1989 une association, « Initiative pour des Citoyens en Europe », dont une bonne partie des membres sont des scientifiques qui comme vous, sont des lanceurs d'alerte, désireux de contribuer au développement conjoint de la démocratie à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe. Quels projets concrets avez-vous lancés, et concernaient-ils surtout la recherche ?

Francis-André Wollman : Le fait qu'il y ait une proportion significative de chercheurs au départ de cette association², tient sans doute aux nombreuses rencontres professionnelles que nous avons eues dans des réunions scientifiques internationales avec nos collègues des pays de l'Est. Nous avons donc une perception nette des conditions tragiques dans lesquelles ces hommes et ces femmes conduisaient leur activité malgré un environnement idéologique et un cadre politique très oppressant. Dans cette association, nous avons adopté comme beaucoup d'autres une démarche citoyenne qui visait à rapprocher des peuples qui avaient été séparés pendant un demi-siècle par le rideau de fer. L'un des fondements de cette préoccupation est la prévention des conflits armés en Europe, une

²<http://www.initeurope.org>.



dimension essentielle de la mémoire historique de ce continent qui peut fonder notre culture commune dans le monde contemporain. C'est ce qui nous a conduit à intervenir très tôt sur la question de l'ex-Yougoslavie, à tenter de faire connaître à l'opinion publique en France, les drames qui s'y nouaient, les massacres qui se préparaient sous la houlette de Milosevic. Nous avons ardemment soutenu la création du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie qui a joué un rôle considérable pour mettre au ban du monde politique les criminels de guerre qui ont instrumentalisé les serbes dans les différents territoires de l'ex-Yougoslavie. Mais dans cette association, nous œuvrons aussi pour renforcer la dimension européenne de la recherche, expression de notre désir commun de rester en prise sur l'évolution du monde par la création, le partage et la maîtrise de la connaissance. La création récente de l'European Research Council, qui permet enfin aux chercheurs d'exprimer collectivement leur présence en Europe, de gérer des programmes scientifiques quelle que soit la nationalité de leurs acteurs, est une avancée importante à cet égard. De nombreuses associations comme Eurosciences, ou encore l'European Molecular Biology Organisation³ et SLR-Europe⁴ auxquelles je participe, contribuent à renforcer l'ancrage européen des chercheurs.

Cosmopolitiques: Comment expliquez-vous que la classe politique soit aussi hermétique aux questions scientifiques? Pourquoi les chercheurs ont-ils tant de mal à être considérés comme des intellectuels?

Francis-André Wollman: Le rapport entre les scientifiques et les politiques est très marqué culturellement et pose la question plus générale du statut des intellectuels dans les différents pays issus de l'histoire européenne. Schématiquement, je distinguerai trois grandes configurations de la connaissance et du pouvoir. Dans le monde germanique, le pouvoir d'agir – politique comme technique – est originellement conçu comme une déclinaison de l'efficacité. Le monde de la pensée, c'est ce supplément d'âme, ce refuge de l'âme, qui est magnifiquement incarné par le romantisme allemand, profondément antiscientifique, pour lequel la nature, par essence immaculée, se doit de résister à l'emprise de l'homme. Les écrivains et essayistes allemands ont beaucoup moins ce rôle d'opérateur social et politique qu'ont en France, génération après génération, les essayistes et écrivains français. Mais, paradoxalement, la fonction centrale du rapport à la nature permet d'entamer un certain dialogue entre les producteurs

³EMBO: <http://www.embo.org>.

⁴<http://recherche-en-danger.apinc.org>.

de science et les tenants d'une approche plus philosophique du monde. On le sait, ce terme d'« intellectuel » est absolument français et reste marqué par son origine, quand Émile Zola s'était engagé pour défendre Dreyfus. Si l'on veut le traduire en anglais, on ne peut dire que « educated person », qui se contente d'évoquer une formation académique approfondie. En ce sens, qu'on soit scientifique, écrivain ou profession libérale, on relève d'un moule commun. Aux États-Unis, l'implication politique n'est pas particulièrement valorisée. Le pays restent très marqué par la position emblématique des pères fondateurs de l'Amérique, héritiers des persécutés qui avaient fui l'Europe: « Tant que les hommes font du commerce, ils ne font pas la guerre ». Ce pragmatisme conduit à ce que chacun, après sa formation, doit rapidement apporter la preuve de sa compétence réelle dans son secteur d'activité, aussi bien dans le secteur public ou académique que dans le secteur privé. Le savoir de chacun le légitime alors dans le débat public, même si, vu d'Europe, on peut trouver ce débat trop restreint à ceux qui ont eu une éducation supérieure. Dans des pays latins comme la France ou l'Italie, le primat du politique sur le technique est très fort et la formation initiale vous destine à une fonction sociale préétablie. Comme on sépare soigneusement, à un âge précoce, les élèves des cursus « scientifiques » de ceux des cursus « littéraires », on obtient une société où la majorité des politiques n'a jamais été exposée à un univers scientifique. Et l'image du scientifique est renvoyée à celle d'un savoir-faire et non d'un savoir-penser. Celui qui pense c'est celui qui abandonne son savoir-faire particulier pour s'élever à un niveau plus général d'intervention pour le bien public. Il ne suffit pas d'avoir reçu une formation supérieure. Il faut surtout savoir intervenir dans le débat public, le livre et les conférences pesant d'un poids inestimable. À ce titre les scientifiques sont largement absents du débat public et les élus ont en commun avec les essayistes d'animer la vie politique.

Cosmopolitiques : Que pensez-vous de la manière dont les Verts traitent des questions scientifiques?

Francis-André Wollman : Je leur reconnais d'être un des rares mouvements à se poser la question des relations entre science et politique. Aucune démocratie n'a su jusqu'à présent mettre en place des conditions saines de débat, ni de processus décisionnel convenable, conduisant à l'encadrement du développement technique. Mais les termes dans lequel les Verts posent le débat m'irritent profondément. La diabolisation de la transgénèse végétale (les fameux OGM) en est un bon exemple.

À l'occasion d'une lutte justifiée contre la stratégie de multinationales de l'agroalimentaire qui vise à s'assurer une rente sur le dos du travail des paysans, les Verts en sont venus à considérer qu'intrinsèquement toute modification du génome d'une espèce cultivable faisait courir des risques inconsidérés, ce que je conteste comme beaucoup de mes collègues travaillant de ce domaine de recherche. Ce qui ne veut pas dire, bien sûr, qu'il ne faille pas prendre, ici comme ailleurs, des mesures d'encadrement au cas par cas, des techniques mises en application dans ce domaine. Les positions des Verts dans le domaine de la recherche sont marquées d'une défiance face à la « technoscience » au sens où Heidegger la désignait, qui fait l'impasse complète sur la soif de découverte du monde et de l'univers qui est l'une des plus formidables aventures que l'humanité puisse vivre. Cette aventure c'est celle de la liberté de l'esprit. Que cette démarche doive s'insérer dans une maîtrise sociale et politique des applications des connaissances est une exigence absolument légitime. C'est dans ce domaine qu'il faut une imagination politique qui pour l'instant fait largement défaut, y compris chez les Verts. Sans aucun doute, c'est une priorité de mettre en place des instances délocalisées d'élaboration et de confrontation sur les champs de connaissance ouvrant de nouveaux espaces d'application. C'est par une maîtrise mieux partagée du savoir scientifique, et par sa confrontation aux aspirations culturelles et sociales des populations, que l'on pourra définir les conditions de l'introduction des techniques nouvelles.

Propos recueillis par Évelyne Damm Jimenez

